

en particulier dans les régions urbaines et leurs banlieues. Jusqu'ici dans le Bassin des Grands lacs, le Michigan, l'Ohio et la Pennsylvanie ont voté de telles lois. Ces dernières sont en voie d'élaboration dans l'Indiana, l'Illinois, le Minnesota, l'Etat de New York et le Wisconsin.

On a également discuté les efforts qui sont déployés pour préciser l'objectif touchant la radioactivité dont l'Accord fait état, les consultations canado-américaines visant à l'élaboration d'une liste convenue de substances dangereuses et la récente promulgation des règlements canadiens destinés à accroître la sécurité de la navigation maritime sur les Grands lacs.

A l'issue de la Conférence, les deux parties ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité éventuelle, à long terme, de l'eau des Grands lacs, selon les programmes entrepris par les deux pays dans le cadre de l'Accord.

MM. Robert Funseth, conseiller aux Affaires politiques de l'ambassade des Etats-Unis, et Fitzhugh Green, administrateur associé aux Affaires internationales, Environmental Protection Agency, étaient les coprésidents de la délégation américaine de 22 représentants des organismes fédéraux et étatiques chargés de l'application de l'Accord, y compris le Département d'Etat américain, l'Environmental Protection Agency, les U. S. Coast Guard, U. S. Army Corps of Engineers, Minnesota Pollution Control Agency, la Commission du Bassin des Grands lacs et le Département des ressources naturelles du Wisconsin.

La délégation canadienne se composait de représentants des ministères des Affaires extérieures, de l'Environnement, du Transport, de la Santé nationale et du Bien-être social ainsi que du ministère ontarien de l'Environnement.

Des membres de la section canadienne et de la section américaine de la Commission mixte internationale ont également participé à la Conférence.